

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63598

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Christoph CORNELISSEN, Gerhard Ritter. *Geschichtswissenschaft und Politik im 20. Jahrhundert*, Düsseldorf (Droste) 2001, X-757 p. (Schriften des Bundesarchivs, 58).

Christoph Cornelissen consacre à Gerhard Ritter (1888-1967), un des historiens les plus influents de sa génération, un très gros ouvrage qui replace son «héros» dans le siècle et dans les courants de l'historiographie allemande. Fils d'une famille de pasteurs luthériens orthodoxes, Ritter est très représentatif du *Bildungsbürgertum* allemand. Formé au gymnase protestant de Gütersloh, il fait des études d'histoire, de germanistique, de philosophie et de théologie aux universités de Munich et de Heidelberg. À Heidelberg, il fait une thèse sur les conservateurs prussiens et la politique de Bismarck sous la direction de Hermann Oncken, son père spirituel. Marqué par le courant néo-rankien, il est convaincu que l'État national allemand est le fruit d'un processus nécessaire et que la mission de l'historien est de participer à son renforcement en éduquant la nation. Toute son œuvre portera sur l'Allemagne du Moyen Âge tardif à l'époque contemporaine. L'expérience du front et la défaite ne font que renforcer sa conception d'une histoire engagée. Il souhaite plus que jamais influencer ses contemporains par l'écrit et la parole. Professeur à Hambourg, en 1923, puis à Fribourg à partir de 1925, il publie une biographie de Luther (1923) et de Stein (1931), car il estime que c'est dans ses grands hommes que «l'essence et le génie de l'histoire allemande» se manifeste avec le plus de splendeur et de force. Libéral de droite, Ritter est favorable au régime présidentiel de Brüning et estime le parlementarisme à l'occidental dépassé.

Cornelissen précise les relations ambiguës de Ritter avec le régime nazi. Opposé dès 1933 aux tentatives de mise au pas de l'université, des historiens et de l'Église évangélique, il ne ménage pas ses critiques et participe dès le début au mouvement de l'Église confessante. Mais il est impressionné par les succès extérieurs de Hitler à partir de 1936, défend l'idée d'une *Volksgemeinschaft* et d'un régime plus autoritaire. Il souligne ainsi dans sa biographie de Frédéric II (1936) que les Allemands ont appris «à sacrifier un peu de leur liberté politique» pour «l'avantage d'appartenir à un État-nation dirigeant». Pendant la guerre, il participe par ses écrits et ses conférences à la propagande patriotique en Allemagne et auprès des troupes en France. C'est avant tout un patriote et un conservateur. Mais il est très tôt hostile aux mesures anti-juives et participe dès 1938 au «cercle de Fribourg» dont il est un des principaux animateurs. Il est arrêté en novembre 1944 par la Gestapo non pas à cause de ses critiques à l'égard du régime, mais à cause de ses relations avec Carl Goerdeler. Il n'a cependant pas participé au complot de juillet 1944, dont il n'était pas informé.

Sa qualité de résistant donne à Ritter une position particulièrement importante après 1945. C'est un orateur et un publiciste très demandé et un homme très actif dans le domaine associatif. Il participe, en 1949, à la création du «Verband der Historiker Deutschlands» dont il est le premier président. Il contribue à le faire accepter, en mars 1953, au sein du Comité international des sciences historiques. En 1955, il entre au conseil du Comité dont il est vice-président de 1962 à 1965. Son principal souci est de défendre l'honneur de la vieille Allemagne et de la décharger de la responsabilité du nazisme. Pour lui, l'idée des droits de l'homme et la démocratie parlementaire libérale sont la source historique du «totalitarisme moderne» et il leur oppose le constitutionnalisme allemand de l'époque bismarckienne (lettre à Geoffrey Barraclough du 24.4.1950). Dans ses écrits, il affirme que la Révolution Française est à l'origine du «césarisme démocratique» avec le système de «la démocratie de masses moderne». Dans sa grande œuvre en quatre volumes, «Staatskunst und Kriegshandwerk», publiée de 1954 à 1968, il s'attache à démontrer que le militarisme n'est pas prussien, mais le fruit de la conscription révolutionnaire et de la guerre totale menée en 1914-1918. Frédéric II et Bismarck sont les parfaits exemples d'une politique dominée par «la froide raison d'État» et non par le démon de la guerre. Fondamentalement pessimiste sur la capacité de l'individu à agir avec responsabilité en politique, Ritter n'insiste pas sur la garantie des droits fondamentaux de l'individu, mais sur la défense de l'autorité étatique contre la

menace du «césarisme démocratique». Prisonnier de «l'idéologie de la voie allemande» et de l'étatisme traditionnel, il estime qu'il faut revitaliser le libéralisme d'avant 1871 qu'il oppose au libéralisme occidental, destructeur de l'État, seule autorité au-dessus des partis et des groupes d'intérêts. D'une manière générale, Gerhard Ritter est un parfait représentant de la tradition historiographique nationale, née dans le cercle des «Preußische Jahrbücher». Il est convaincu du primat de l'histoire politique et considère, même s'il prétend à l'objectivité, que l'histoire est toujours un élément de la conscience nationale. C'est un historien *allemand* qui se veut avant tout un éducateur politique.

Cornelißen s'appuie sur les publications de Ritter, sur son énorme correspondance, qui permet de le suivre pas à pas, et sur ses écrits non publiés, mais aussi sur les papiers de nombreux historiens, sur des fonds publics et sur la production historique de l'époque. Il confronte à chaque étape les conceptions de l'histoire de Ritter avec celles d'historiens contemporains, en particulier au travers d'«*Historikergespräche*», réels ou fictifs, avec quelques historiens significatifs. Au total, cette biographie très fouillée et très érudite, qui aurait sans doute gagné à plus de concision, est une contribution essentielle à l'histoire de l'historiographie nationale de l'Allemagne.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Silke SEEMANN, *Die politischen Säuberungen des Lehrkörpers der Freiburger Universität nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges (1945–1957)*, Freiburg i. Br. (Rombach) 2002, 419 p.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat présentée à l'Université de Fribourg en 2001, l'auteur mène une étude précise des conditions, processus et résultats de l'épuration du personnel enseignant à l'université de Fribourg, en zone française d'occupation. Elle traite donc des interactions entre occupants et occupés, de la manière dont les universitaires fribourgeois ont cherché à s'assurer une certaine liberté de manœuvre et des conflits qui purent en résulter. La particularité de l'Université de Fribourg était de compter en son sein un petit groupe de professeurs qui s'étaient engagés dans le mouvement de résistance conservatrice (von Dietze, Lampe, Ritter), avaient été arrêtés au lendemain de l'attentat du 20 juillet 1944 puis libérés par l'Armée rouge au printemps 1945. Ces trois représentants de la Résistance furent membres de la commission d'épuration de l'Université instaurée à l'été 1945 (*Reinigungskommission*); et se pose alors la question du comportement de ces universitaires résistants dans le processus d'épuration. L'auteur confirme que ces trois personnalités tentèrent plutôt de modérer le processus, au nom de la solidarité collégiale, de la solidarité «nationale» face à l'occupant, ruinant les espoirs français d'une auto-épuration efficace. L'intérêt de cette étude est de montrer combien cette Université qui longtemps s'était enorgueillie d'avoir été, par le truchement d'une poignée de professeurs, un des lieux de la Résistance, était en fait une université «nazifiée» dans la moyenne des universités allemandes, et qui, en 1945, pas plus que les autres, ne voulut faire face à son passé récent. Comme ailleurs, il n'y eut pas de réel renouvellement du corps enseignant, la volonté de réforme manqua, les continuités l'emportèrent.

Cet ouvrage, qui repose sur une bonne exploitation des archives disponibles, allemandes et françaises, pêche pourtant par bien des aspects: S. Seemann semble ignorer la production historiographique française sur l'occupation, ce qui l'amène à prétendre sans modestie être la première à avoir accédé ou découvert certaines sources (ce qu'infirmait une bibliographie à jour): on pense en particulier à l'exploitation des dossiers personnels des universitaires fribourgeois dans les archives françaises à Colmar – cf. les publications de Jacques Le Rider sur Heidegger dès 1988 et les miennes de 1999 (sur Heidegger) et 2000 –; les nombreux travaux de Jérôme Vaillant sur la politique culturelle française en Allemagne et ceux